



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
26 septembre 2001  
Français  
Original: anglais

**Pour suite à donner**

---

### Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

**Deuxième session ordinaire de 2001**

10-14 décembre 2001

Point 5 de l'ordre du jour provisoire\*

### **Recommandation concernant le programme de pays\*\***

### **République démocratique populaire lao**

### **Additif**

#### *Résumé*

Le présent additif à la note de pays soumise par le Conseil d'administration à sa première session ordinaire de 2001 contient la recommandation définitive concernant le programme de pays soumis à l'approbation du Conseil.

La Directrice générale *recommande* que le Conseil d'administration approuve le programme de pays de la République démocratique populaire lao pour la période allant de 2002 à 2006, d'un montant de 7 618 000 dollars provenant de la masse commune des ressources, sous réserve de la disponibilité des fonds, et 21 millions de dollars de fonds supplémentaires sous réserve de la disponibilité de contributions à des fins spécialisées.

---

\* E/ICEF/2001/12.

\*\* La note de pays originale ne prévoyait que des chiffres indicatifs pour la coopération estimative au programme. Les chiffres fournis dans le présent additif sont définitifs et tiennent compte des soldes non engagés au titre de la coopération au programme à la fin de 2000. Ils seront indiqués dans l'état récapitulatif des engagements recommandés en 2001 pour les programmes à financer par prélèvements sur la masse commune des ressources et à l'aide de fonds supplémentaires (E/ICEF/2001/P/L.73).



## Table des matières

	<i>Page</i>
La situation des femmes et des enfants .....	3
Coopération au programme, 1998-2001 .....	3
Programme de coopération recommandé, 2002-2006 .....	8
Liste des tableaux	
1. Données de base sur les femmes et les enfants <sup>1</sup> .....	19
2. Dépenses de la période de coopération précédente, 1998-2001 .....	22
3. Dépenses annuelles prévues .....	23
4. Postes et dépenses de personnel dans le budget-programme .....	25

---

<sup>1</sup> Extraits de la publication intitulée « Progrès accomplis depuis le Sommet mondial pour les enfants : étude statistique », établi à titre de supplément au rapport du Secrétaire général intitulé « Nous les enfants : examen de la suite donnée au Sommet mondial pour les enfants » (A/S-27/3), et qui peuvent donc être différentes des données contenues dans le texte du présent document.

## La situation des femmes et des enfants

1. La situation des femmes et des enfants demeure essentiellement la même que celle qui est décrite dans la note de pays présentée au Conseil d'administration à sa première session ordinaire de 2001 (E/ICEF/2001/P/L.35). Toutefois, après la présentation de cette note, certaines données actualisées ont été rendues publiques. Ces données qui provenaient de l'Enquête nationale sur la santé pour 2000, de l'enquête en grappes à indicateur multiple pour 2000 et de l'Enquête sur la santé en matière de reproduction en République démocratique populaire lao pour 2000 faisaient notamment apparaître les changements suivants :

a) Certains indicateurs actualisés montraient un taux de mortalité infantile de 82 décès (contre 113 en 1995) pour 1 000 naissances vivantes, un taux de mortalité des moins de 5 ans de 106 décès (contre 142 en 1995) pour 1 000 naissances vivantes et un taux de mortalité maternelle de 530 décès (contre 653 en 1995) pour 100 000 naissances vivantes. La forte mortalité maternelle était imputable au taux de fécondité élevé (5,3), à la sous-utilisation et à la piètre qualité des services de santé, et à la condition inférieure qui était généralement celle des femmes au sein de la communauté et de la famille. Vingt-neuf pour cent seulement des femmes avaient reçu des soins prénataux dispensés par des professionnels de la santé qualifiés (médecin, infirmière ou sage-femme) et 21 % seulement des accouchements avaient eu lieu avec l'assistance de personnel de ce type;

b) Certaines données actualisées relatives au Programme élargi de vaccination (PEV Plus) faisaient apparaître, pour les enfants de moins de 1 an, des taux de couverture vaccinale de 69 % pour le vaccin antituberculose, de 42 % pour le vaccin antirougeoleux, de 53 % pour le vaccin DTC (diphtérie-tétanos-coqueluche) et de 57 % pour les trois doses de vaccin antipolio oral. Trente-deux pour cent seulement des enfants âgés de 1 an avaient été complètement vaccinés et 45 % des femmes en âge de procréer avaient reçu au moins deux doses de vaccin antitétanique.

## Coopération au programme, 1998-2001

2. Bien qu'il ait été réduit d'un an, le programme de coopération pour 1998-2001 a permis de réaliser plusieurs des objectifs visés au titre du Programme national d'action en faveur des enfants. L'extension de la couverture vaccinale et l'amélioration des systèmes de prestation de service, en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé et l'Agence japonaise de coopération internationale (AJCI) ont permis d'éradiquer la polio et d'annoncer officiellement l'éradication de cette maladie en octobre 2000. Grâce au concours actif que l'UNICEF et l'OMS ont prêté au Gouvernement pour l'aider à réduire les carences en iode et à faciliter l'accès au sel iodé, plus de 90 % des ménages consomment aujourd'hui du sel de cette nature. Douze hôpitaux ont reçu l'appellation d'« hôpital ami des bébés » et le pourcentage de mères commençant à allaiter dans les 12 heures suivant l'accouchement est passé à 95 % (d'après l'Enquête nationale sur la santé pour 2000).

3. Le programme a également aidé le Gouvernement à appliquer la Convention relative aux droits de l'enfant, en renforçant la capacité qu'ont la Commission nationale pour la mère et l'enfant (CNME), les ministères, les organisations de

masse et les collectivités locales à adopter une approche davantage axée sur les droits de l'homme pour les activités de plaidoyer, la mobilisation sociale, le suivi et la prestation de service. Cette démarche a permis à la société civile naissante d'influer sur la promotion des droits de l'enfant et d'y participer. Les efforts visant à universaliser l'accès aux services de base ont été axés en priorité sur la population rurale qui est majoritaire ainsi que sur les minorités ethniques.

4. Dans le cadre du programme pour la santé et la nutrition, on s'est attaché en priorité à consolider et à renforcer les capacités, politiques et systèmes gouvernementaux actuels qui touchent à la santé maternelle et infantile. L'UNICEF a aidé à dispenser à plus de 2 800 travailleurs sanitaires une formation dans des domaines tels que l'éducation sanitaire, les soins obstétricaux d'urgence, les conseils en matière d'allaitement au sein et la nutrition maternelle, de même qu'il a prêté son concours au renforcement d'un certain nombre de protocoles sanitaires. Le Programme élargi de vaccination (PEV Plus) atteint désormais tous les villages au moins une fois par an, et grâce à la politique qui, lancée en 2000, consiste à distribuer des suppléments de vitamine A pendant les journées nationales de vaccination, la moitié des villages lao ont déjà reçu des suppléments de ce type. Toutefois, malgré l'appui fourni à certaines initiatives en faveur de la maternité et de l'allaitement au sein, le pourcentage d'enfants souffrant de malnutrition protéino-énergétique bénigne et aiguë demeure très élevé (40 %).

5. L'assistance que l'UNICEF prête au Gouvernement lao, en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies, organismes bilatéraux et organisations non gouvernementales (ONG), a permis de mener à bonne fin l'enquête nationale sur la santé et l'enquête en grappes à indicateur multiple en 2000, de définir une stratégie sanitaire qui va jusqu'à l'année 2020 et d'élaborer une politique nationale de soins de santé primaires pour l'année 2000. Ces progrès ont contribué à l'amélioration des activités de planification, de gestion et d'encadrement sanitaires.

6. L'UNICEF qui fait partie du groupe thématique du Programme commun des Nations Unies sur le syndrome d'immunodéficience acquise et le virus d'immunodéficience (VIH/sida) et du groupe de travail technique des Nations Unies sur le VIH/sida, en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies, organismes bilatéraux et ONG ainsi qu'avec le Comité national de lutte contre le sida, a également noué des liens de partenariat fructueux et renforcé les capacités d'un large éventail d'institutions gouvernementales aux niveaux national et sous-national. Ces efforts ont abouti à la mise en oeuvre de plusieurs initiatives multisectorielles novatrices visant à lutter contre le VIH/sida. Au nombre de ces initiatives, on citera le projet « Informer ses amis » qui a été exécuté dans 54 usines de vêtement réparties sur trois provinces, un projet de préparation à la vie active destiné aux jeunes non scolarisés de plus de 2 500 communautés rurales situées dans 13 provinces, l'élaboration d'un programme de sensibilisation au problème du VIH/sida qui a été testé à titre préliminaire dans 100 écoles primaires et secondaires, et enfin la conception de programmes de communication et de mobilisation sociale faisant appel aux médias grand public et à certains moyens de communication traditionnels. Grâce à ces activités et aux efforts conjoints de certains partenaires, le pourcentage de la population déjà sensibilisée au problème du VIH/sida, qui était pratiquement nul en 1995, est passé à 93 % dans les zones urbaines et à 70 % dans les zones rurales (Enquête nationale sur la santé pour 2000). L'UNICEF a aussi prêté son appui à un projet communautaire pilote visant à dispenser des soins et à venir en

aide aux personnes séropositives et aux malades du sida, qui a été exécuté dans une province.

7. Le programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement de l'environnement qui bénéficie d'un appui de l'UNICEF et qui est financé par l'Autorité suédoise pour le développement international, a continué, avec le concours du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du World Bank Water Supply Program Asia and Pacific (WSP-EAP), d'aider le Centre pour l'assainissement de l'environnement et l'approvisionnement en eau à étendre le réseau d'approvisionnement en eau et d'installations sanitaires, en particulier dans les communautés rurales. Grâce à ces efforts, le taux d'accès à l'eau salubre est passé à 52 % (76 % dans les zones urbaines et 38 % dans les zones rurales) et le taux d'accès aux installations et services sanitaires à 37 % (67 % pour les zones urbaines et 19 % pour les zones rurales). En 1998, le programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement de l'environnement qui était auparavant centré sur l'installation de systèmes d'approvisionnement en eau a revu ses priorités et privilégie désormais une approche plus intégrative visant à promouvoir le respect de l'environnement dans une optique à long terme et à améliorer l'éducation sanitaire pour susciter des changements de comportement. L'appui qu'a prêté l'UNICEF à la mise à l'essai et la promotion d'une série de techniques peu coûteuses et de dispositifs conçus sur place avec le concours de la collectivité (pompes à câbles de traction, latrines tapissées de bambou, etc.) a, en même temps que le recours à de petits entrepreneurs locaux, accru la viabilité écologique et le degré de participation de la population. L'importance de plus en plus grande accordée aux programmes d'éducation sanitaire et à leur intégration, en particulier à la promotion des campagnes visant à inciter la population à se laver les mains, a entraîné des changements de comportement positifs, notamment parmi les enfants.

8. Lors de l'élaboration du projet en faveur des femmes et de la famille, au titre du programme pour l'éducation, les collectivités locales et le développement de l'enfant, l'UNICEF s'est efforcé de promouvoir un modèle de planification et d'action communautaire intégré qui a donné des résultats assez encourageants et qui met fortement l'accent sur la nécessité de renforcer le pouvoir de décision des femmes en les faisant participer à la prise de décisions relatives à la famille et à la communauté ainsi qu'aux processus de développement. Mis en oeuvre dans plus 400 communautés rurales réparties sur neuf provinces, ce projet a permis de renforcer la capacité de certains groupes communautaires, notamment des groupes de femmes et des collectivités locales, à se servir de techniques d'appréciation participatoires pour l'analyse des problèmes et l'élaboration de plans d'action et de suivi annuels à l'échelon des villages. Dans le cadre de ce projet, l'UNICEF a dispensé à environ 4 500 responsables de village et de district une formation à la planification des villages; formé 12 800 femmes à l'utilisation de techniques agricoles plus rationnelles; aidé à créer, dans 48 villages, des banques de riz destinées à améliorer la sécurité alimentaire; mis sur pied des fonds autorenouvelables de médicaments dans 75 villages et donné à 150 villageois qui s'étaient portés volontaires une formation visant à améliorer la qualité des soins de santé de base. En outre, 30 systèmes d'approvisionnement en eau et 744 latrines satisfaisant aux normes d'hygiène ont été installés. Pour lutter contre le taux élevé de maladies et de mortalité infantiles et remédier à la piètre qualité des soins, l'UNICEF a prêté son concours à un projet communautaire pour le développement du jeune enfant qui fait

appel aux médias et a été exécuté dans 115 collectivités locales réparties sur six provinces. Ce projet qui s'adressait essentiellement aux parents et aux personnes ayant à s'occuper d'enfants de moins de 8 ans, visait essentiellement à améliorer la qualité de l'information et l'état des connaissances relatives au développement du jeune enfant et aux soins qu'il convient de lui apporter.

9. Depuis 1992, l'appui qui, dans le cadre du programme en faveur de l'éducation de base, a été fourni au Ministère de l'éducation a permis de former plus de 4 000 enseignants auparavant non qualifiés. Grâce à l'accent mis sur les stratégies d'apprentissage axées sur l'enfant, les enseignants en poste dans les zones reculées ont pu développer leur aptitude à enseigner à des élèves de différents niveaux. Cinquante-cinq centres de documentation pédagogique dirigés par du personnel qualifié ont été créés, ce qui a permis d'améliorer la qualité de l'enseignement et de rehausser le niveau de l'encadrement dans les écoles satellites. Bien que des progrès aient été accomplis dans le domaine de l'éducation de base, les objectifs qui consistaient à obtenir des taux de scolarisation et d'obtention de diplôme de fin d'études primaires, de 85 % et 80 % respectivement, n'ont pas été atteints. Les taux nets de scolarisation obtenus, soit 80 % pour les garçons et 72 % pour les filles, de même que les taux d'achèvement du cycle d'études primaires, à savoir 58 % pour les garçons et 55 % pour les filles, masquent, au niveau national, des écarts considérables entre les sexes et entre zones rurales et zones urbaines. Les facteurs qui contribuent à ces disparités sont notamment les suivants : taux de redoublement élevés, en particulier dans les petites classes; démotivation des enseignants; taux d'analphabétisme extrêmement élevé, notamment parmi les femmes; et le fait que plus de la moitié des personnes rangées dans la catégorie des « difficiles à atteindre » ont difficilement accès aux services éducatifs. Pour remédier à ces problèmes et accroître le nombre de petites filles et de femmes bénéficiant d'un enseignement, l'UNICEF a lancé en 2000 un projet pour l'éducation des petites filles. Ce projet se fonde sur les résultats concluants qu'a permis d'obtenir la planification au niveau communautaire d'un projet en faveur des femmes et de la famille visant à mieux sensibiliser les familles et les communautés, ainsi que sur l'appui fourni par les autorités locales aux efforts visant à dispenser un enseignement intégratif à tous les enfants, plus particulièrement aux filles.

10. Dans le domaine relativement nouveau de la protection, l'UNICEF a appuyé les efforts déployés en vue de réduire le nombre de décès et de blessures d'enfants causés par des engins non explosés. Pour appuyer le projet de sensibilisation des communautés lao au problème de ces engins, on a aidé à concevoir du matériel et des campagnes d'information, de sensibilisation et de communication faisant appel aux médias grand public et à des moyens de communication traditionnels, et une assistance a été fournie en vue de l'élaboration de programmes qui visaient à sensibiliser les élèves des écoles aux problèmes posés par les engins susmentionnés et qui étaient spécialement axés sur les neuf provinces où ce type de munitions abonde. L'appui fourni au projet « Sports dans une boîte » exécuté par l'Union de la jeunesse lao a permis d'utiliser avec succès certaines activités ludiques pour entrer en contact avec les enfants scolarisés et non scolarisés que l'on souhaitait sensibiliser aux risques liés à la présence d'engins non explosés. Ces activités ont non seulement aidé les enfants et les collectivités locales à mieux prendre conscience des dangers que font courir les engins susmentionnés, mais elles ont aussi entraîné une réduction sensible des pertes en vies humaines imputables à ce type d'explosifs.

11. Lors du présent cycle de programmation, l'UNICEF s'est employé, en collaboration étroite avec le Ministère de l'information et de la culture, à renforcer ses capacités de communication de manière à pouvoir diffuser des informations permettant d'améliorer les chances de survie des enfants, extraites de sa brochure *Savoir pour sauver* et d'autres publications traitant de questions en rapport avec les enfants. En outre, on s'est efforcé d'atteindre certaines minorités ethniques vulnérables et isolées, par le biais de programmes de radio diffusés dans leur langue maternelle.

12. L'UNICEF a contribué pour une part importante à la promotion de la Convention relative aux droits de l'enfant, en collaboration avec d'autres organismes de l'ONU et de certaines ONG, notamment l'Alliance internationale d'aide à l'enfance. Il a aidé le Ministère de la justice à former des juges originaires de toutes les provinces du pays et a prêté son concours à la conception, de concert avec l'Union de la jeunesse lao et l'Union des femmes lao, d'un programme de formation de base portant sur la façon de travailler avec les enfants vivant dans des conditions difficiles. En 1999, le Gouvernement lao a procédé au lancement officiel, avec l'appui de l'UNICEF, de la version en langue lao de la Convention relative aux droits de l'enfant. Grâce à ces efforts, les responsables politiques, les membres de l'appareil judiciaire, le grand public et tous ceux qui, de par leur profession, sont amenés à travailler avec des enfants ont pris davantage conscience et acquis une meilleure compréhension des droits des femmes et de l'enfant. Il en est résulté un intérêt accru pour certaines questions auparavant considérées comme ne relevant pas de la compétence du Gouvernement, telles que l'administration de la justice pour mineurs et la traite des mineurs. En outre, le Gouvernement a pris des mesures constructives pour donner suite aux recommandations du Comité des droits de l'enfant, notamment celles qui concernaient la diffusion, à l'intention des communautés et des familles, d'informations relatives aux droits des femmes et des enfants.

### **Leçons tirées de l'expérience acquise en matière de coopération**

13. L'expérience acquise en matière de coopération a montré que les approches unisectorielles n'étaient pas suffisantes pour résoudre les problèmes auxquels se heurtent les familles et les communautés lorsqu'il s'agit d'assurer la survie, le développement et la protection des enfants; qu'il était nécessaire d'élargir les partenariats à tous les niveaux; que l'adoption de modes de planification et de procédures de suivi décentralisés associant les principales parties prenantes pouvait être très utile; et qu'il importait de renforcer la coopération intersectorielle pour traiter certains problèmes interdépendants tels que les soins à apporter au jeune enfant pour assurer son développement, le VIH/sida et la maternité sans risques. L'expérience acquise en matière de coopération a également mis en évidence le rôle déterminant joué par la communication, notamment les moyens de communication traditionnels et les pairs, pour la diffusion, à l'intention des familles et des communautés rurales, d'informations et de connaissances touchant la préparation à la vie active et les droits de l'enfant, tout en montrant qu'il était nécessaire de communiquer de manière plus efficace et avec davantage de doigté avec la population, notamment les minorités ethniques.

14. Bien que le programme de pays ait contribué à la réalisation de quelques études et enquêtes importantes telles que l'enquête en grappes à indicateur multiple,

le suivi de l'impact des différents projets et programmes a été médiocre. Il faudrait, aussitôt qu'un projet ou programme a démarré, se doter de données et d'indicateurs de base affinés sur lesquels on puisse se fonder pour mesurer les progrès réalisés et évaluer les résultats obtenus. La note de pays a également mis en évidence l'importance de la coordination entre bailleurs de fonds, notamment entre organismes des Nations Unies, donateurs bilatéraux et ONG, pour l'appui fourni au plan de développement social du Gouvernement. Ces enseignements ont été dûment pris en compte lors de l'élaboration du nouveau programme de pays.

## Programme de coopération recommandé, 2002-2006

### Programme de coopération recommandé<sup>a</sup>

(En milliers de dollars des États-Unis)

Masse commune des ressources : 7 618 000 dollars

Fonds supplémentaires : 21 millions de dollars

	<i>Masse commune des ressources</i>	<i>Fonds supplémentaires</i>	<b>Total</b>
Survie, croissance et développement	2 692	5 300	<b>7 992</b>
Apprentissage aux fins du développement de l'enfant et de la communauté	2 069	7 500	<b>9 569</b>
Approvisionnement en eau et assainissement de l'environnement	499	3 500	<b>3 999</b>
Protection de l'enfant	823	2 380	<b>3 203</b>
Activités de plaidoyer et communication	673	320	<b>993</b>
VIH/sida : prévention et soins	100	2 000	<b>2 100</b>
Dépenses intersectorielles	762	—	<b>762</b>
<b>Total</b>	<b>7 618</b>	<b>21 000</b>	<b>28 618</b>

<sup>a</sup> On trouvera au tableau 3 une ventilation des dépenses annuelles prévues.

### Élaboration du programme de pays

15. L'élaboration du programme de pays a été conduite par la Commission nationale de la mère et de l'enfant (CNME). Trois sous-comités interministériels ont été constitués pour préparer la réunion de stratégie qui s'est tenue en octobre 2000. Cette réunion a été présidée par le Président de la CNME (qui est aussi Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères). Y ont participé les gouverneurs ou vice-gouverneurs de toutes les 18 provinces ainsi que des représentants de différents ministères, de différentes organisations de masse, de tous les organismes des Nations Unies, de la Banque mondiale, de la Banque asiatique de développement (BAsD), d'ONG et de donateurs et partenaires bilatéraux.

16. On a raccourci d'une année le cycle de programmation proposé (2002-2006) pour pouvoir l'harmoniser, dans le cadre de la réforme des Nations Unies, avec ceux des autres organismes des Nations Unies. Comme, en raison de cette compression de cycle, l'examen à mi-parcours n'a pas pu être mené à bien, on a actualisé, au moyen



de nouvelles données disponibles, l'analyse de situation datant du cycle précédent. Pour l'élaboration du programme de pays, on s'est appuyé sur les conclusions des ateliers consacrés aux bilans communs de pays qui ont été animés par le PNUD, avec le concours de l'UNICEF, tandis que 13 organismes ont contribué à l'établissement du document final. Durant l'élaboration du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, qui est actuellement en cours de préparation, tous les organismes des Nations Unies ont apporté une contribution aux travaux portant sur les thèmes de la pauvreté, de la gouvernance et des droits de l'homme.

17. La politique générale tracée dans le Plan national de développement socioéconomique de la République démocratique populaire lao a été définie en collaboration avec le Gouvernement et d'autres partenaires de développement et tiendra compte du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement.

## Objectifs du programme

18. Le programme de pays a pour principaux objectifs d'aider le Gouvernement à atteindre les buts fixés en matière de promotion de la femme et de l'enfant dans le Plan national de développement socioéconomique, et de favoriser la réalisation progressive des droits de l'enfant et de la femme tels qu'énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

19. L'UNICEF participera directement à la réalisation des objectifs du programme en mettant en oeuvre sept programmes dans des domaines interdépendants, en vue de parvenir, d'ici à 2006, à : a) faire reculer la mortalité infantile due à des maladies évitables en portant le taux de couverture vaccinale pour six antigènes à 80 %; b) réduire la mortalité maternelle en faisant passer le taux d'accouchements médicalisés de 11 % à 30 %; c) ramener le taux de malnutrition avancée et modérée chez les enfants de moins de 3 ans de 40 % à 30 %; d) soigner à domicile 55 % des enfants atteints de maladies diarrhéiques en leur administrant un traitement adapté (thérapeutique de réhydratation orale et alimentation en continu); e) faire en sorte que 70 % de la population rurale ait accès à l'eau potable et 45 % à des latrines hygiéniques; f) obtenir que 20 % des écoles soient dotées d'un système d'assainissement; g) accroître les taux nets de fréquentation scolaire et d'achèvement des études des garçons comme des filles, en les faisant passer respectivement à 85 % et 75 % au minimum chez les filles.

20. Afin d'atteindre ces objectifs, le programme contribuera à : a) renforcer les capacités de gestion et d'exécution à tous les niveaux afin d'améliorer la qualité des services de santé et d'éducation de base, en particulier dans les zones rurales; b) donner aux communautés et aux familles rurales les moyens et les connaissances nécessaires pour dispenser des soins mieux adaptés aux nourrissons et aux jeunes enfants; c) améliorer la diffusion d'informations et de connaissances en matière de prévention du VIH/sida et réduire l'impact de ce fléau sur les enfants en renforçant les services de soins communautaires destinés aux personnes séropositives; d) aider les hauts responsables, les fonctionnaires, les membres des organisations de masse et le grand public à mieux connaître et à mieux comprendre la Convention relative aux droits de l'enfant; e) mettre au point un schéma directeur national, des mesures de réforme législative et des services adaptés pour s'attaquer aux questions prioritaires en matière de protection de l'enfance et de la jeunesse, comme la lutte

contre la toxicomanie, la traite des enfants et le VIH/sida; f) renforcer les capacités des partenaires qualifiés à tous les niveaux, y compris de la Commission nationale de la mère et de l'enfant (CNME) et des commissions de province pour la mère et l'enfant en vue de faciliter l'application de la Convention et d'en assurer le suivi; g) donner davantage de moyens aux partenaires compétents pour élaborer et lancer des campagnes d'information, d'éducation et de communication, notamment des campagnes de lutte contre certains dangers pour la santé comme la toxicomanie ou le paludisme; h) développer les liens de partenariat pour favoriser la mobilisation des ressources et les investissements en faveur des enfants.

### **Liens avec les priorités nationales et internationales**

21. Les objectifs et stratégies proposés dans le programme de pays ont été définis en corrélation avec les principaux éléments du Plan national de développement socioéconomique et avec les objectifs de développement du Gouvernement présentés lors de la table ronde organisée à Vientiane en novembre 2000. Le programme est étroitement lié à la politique de décentralisation et de lutte contre la pauvreté menée par le Gouvernement, et appuie cette politique; il intègre aussi d'autres priorités nationales en matière de développement, comme l'accélération de la croissance économique et du développement durable ou la protection de l'environnement, tout en préservant l'identité sociale et culturelle du peuple lao. Un certain nombre de questions portant sur plusieurs domaines, comme la prévention du VIH/sida, lient le programme de pays au bilan commun de pays, ainsi qu'aux activités des groupes thématiques et des groupes de travail des Nations Unies sur les engins non explosés et le VIH/sida. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement est élaboré parallèlement au processus de planification du programme de pays de l'UNICEF, ce qui permet d'harmoniser les divers programmes et stratégies, en particulier ceux qui touchent à la question des droits de l'enfant. L'élaboration du programme de pays s'est également inspirée de documents comme la procédure d'examen en 2000 du programme Éducation pour tous et le deuxième rapport du Gouvernement sur l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant, qui sera publié à la fin de 2001.

22. Le programme reflète bien les priorités de l'UNICEF en matière d'organisation telles qu'elles ont été définies dans le plan stratégique à moyen terme pour 2002-2005, et met l'accent sur le renforcement des capacités, la prestation de services et la production et la diffusion de données. Il tient pleinement compte des domaines d'action prioritaires relatifs à l'enfance, en particulier des nouveaux sujets de préoccupation comme le VIH/sida, les soins à donner au jeune enfant pour sa survie, sa croissance et son développement, l'éducation des filles et la protection des enfants. Il établit des liens avec les priorités et partenariats internationaux, comme, par exemple, l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination. On a également tenu compte des observations et des recommandations faites sur la note de pays à la session de janvier 2001 du Conseil d'administration, selon lesquelles il convient de se concentrer davantage sur les questions liées à la protection des enfants et aux soins à apporter aux enfants handicapés.

## Stratégie du programme

23. Outre certaines modifications apportées à la structure et aux titres du programme ainsi qu'aux crédits budgétaires, la stratégie du programme reste essentiellement la même que celle décrite dans la note de pays. Le programme relatif au VIH/sida, qui devait s'inscrire dans le cadre du programme Plaidoyer, communication et suivi selon la note de pays, constituera un programme à part entière dans la mesure où ce problème concerne plusieurs secteurs et doit occuper une place prioritaire dans le programme de pays, compte tenu de la propagation rapide de l'épidémie et de la menace croissante qu'elle constitue pour le bien-être des enfants et des femmes lao. Les titres de trois programmes ont également été modifiés par rapport à la note de pays comme suit : a) le programme « Survie et développement » s'intitule désormais « Survie, croissance et développement » pour tenir compte du fait qu'il englobe un certain nombre d'actions en faveur du développement de l'enfant, qui accordent une large place aux soins apportés aux enfants âgés de 0 à 3 ans; b) le programme « Apprentissages premiers et préparation pour la vie » est devenu le programme « Apprentissage de l'enfant et développement communautaire » afin de souligner qu'une participation active de la famille et de la communauté est indispensable à la réussite de l'apprentissage; c) le programme « Protection et soins » s'appelle désormais le programme « Protection de l'enfant » afin de donner une idée plus exacte du contenu et des orientations du programme.

24. Les activités de plaidoyer et de renforcement des capacités des sept programmes seront menées à l'échelon national. Cependant, certaines interventions réalisées au titre des composantes des programmes seront géographiquement ciblées et viseront les districts marqués par des disparités importantes ou la présence de groupes particulièrement vulnérables. La coordination des activités entreprises dans le cadre du programme sera encouragée, dans la mesure du possible, afin de renforcer les synergies entre les programmes et de mieux servir les intérêts des enfants et des femmes. Un certain nombre de stratégies intersectorielles ont été intégrées dans le programme de pays, comme la prise en compte du cycle de vie, la décentralisation, l'égalité entre les sexes, le renforcement des capacités à tous les niveaux et l'assistance aux groupes marginalisés. L'accent sera mis sur l'amélioration de la coordination et du suivi du programme de pays.

25. Dans tous les programmes, on utilisera des ressources ordinaires pour appuyer toute une gamme d'activités de base, notamment en ce qui concerne le renforcement des capacités, l'élaboration des politiques, et le suivi et l'évaluation. D'autres ressources seront mobilisées pour financer certaines activités entreprises au titre des projets ainsi que les activités améliorées, ou pour élargir la couverture.

26. Le programme **Survie, croissance et développement** a pour but d'aider le Gouvernement à faire reculer les taux de mortalité infantile et maternelle ainsi que le taux de malnutrition des enfants grâce à la mise en oeuvre de projets dans quatre grands domaines, à savoir la prestation de services, le renforcement des capacités, les activités de plaidoyer et la mobilisation sociale. L'OMS joue un rôle déterminant dans la mise en oeuvre des programmes de prise en charge intégrée des maladies de l'enfant, de lutte contre les maladies diarrhéiques et les infections respiratoires aiguës, et de maternité sans risques. L'UNICEF continuera d'organiser des activités en coordination avec l'Alliance internationale Save the Children, la Croix-Rouge lao, la Croix-Rouge suisse, Médecins sans frontières et des donateurs bilatéraux, comme le Bureau australien d'aide au développement, l'Agence japonaise de

coopération internationale (JICA) ou l'Agence allemande de coopération technique. Il continuera à collaborer avec les autres institutions spécialisées des Nations Unies – le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le PNUD, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Programme alimentaire mondial.

27. Au plan national, la stratégie portera sur les activités de plaidoyer et le renforcement des capacités en matière d'élaboration et de mise en oeuvre de la politique sanitaire, y compris la décentralisation de l'administration et des programmes sanitaires, afin d'accroître l'efficacité des services de santé. L'accent sera mis sur l'amélioration des compétences et des connaissances des administrateurs des services de santé et du personnel sanitaire au niveau infranational en matière d'éducation sanitaire et de promotion de la santé.

28. Dans le cadre des activités menées en faveur de la survie de l'enfant, l'UNICEF, l'OMS et la JICA travailleront en étroite collaboration à la mise en oeuvre du plan national quinquennal pour le Programme élargi de vaccination (PEV), qu'ils ont élaboré conjointement. L'UNICEF fournira un appui opérationnel et technique pour mettre au point des systèmes viables de planification et de prestation des services de vaccination afin de parvenir à une vaccination universelle des enfants, et pour intégrer la stratégie PEV-Plus de manière à incorporer d'autres activités sanitaires. Les organisations non gouvernementales, la Banque asiatique de développement (BAsD), l'Union européenne et l'Agence allemande de coopération technique participeront à la mise en oeuvre du plan au niveau des provinces et des districts. Ce plan comprend aussi la prise en charge intégrée des maladies de l'enfant, qui permettra de moderniser les services cliniques pour enfants et de promouvoir la détection précoce des maladies et la normalisation des traitements. Il est essentiel d'accroître les capacités, les compétences et les ressources des agents sanitaires et des pharmaciens afin qu'ils soient en mesure d'offrir des services de qualité.

29. Le projet Maternité sans risques a pour but de sensibiliser les dirigeants, les prestataires de services de santé et les collectivités aux problèmes liés à la mortalité maternelle. Il vise à améliorer la prestation de services en renforçant les capacités cliniques et les systèmes de gestion du personnel de santé et des travailleurs sanitaires de village. Il contribuera à renforcer les liens existant entre les collectivités et les professionnels de la santé, en particulier au niveau local, grâce à l'appui fourni aux commissions villageoises de la mère et de l'enfant, et à l'intégration des accoucheuses traditionnelles, qui verront leurs capacités d'intervention renforcées, ceci afin de promouvoir les accouchements à l'hôpital et un recours plus systématique aux services obstétriques d'urgence offerts par les collectivités.

30. Le projet Croissance et développement aura pour effet de consolider les mécanismes communautaires de surveillance de la survie, de la croissance et du développement de l'enfant, et de permettre aux familles d'apporter les meilleurs soins possibles aux enfants. Il aura pour principaux objectifs d'élargir et de renforcer les programmes d'éducation nutritionnelle, de promouvoir la participation des collectivités à la prestation des services de santé, et d'institutionnaliser la surveillance de la croissance et la promotion des jeunes enfants. Des liens intersectoriels seront établis avec les projets dans le cadre du programme

Apprentissage de l'enfant et développement communautaire et du programme Approvisionnement en eau et assainissement afin d'encourager les familles et les collectivités à adopter de meilleures pratiques d'hygiène et à donner des soins adaptés au jeune enfant pour assurer sa survie, sa croissance et son développement.

31. Le programme **Apprentissage de l'enfant et développement communautaire** se composera de deux projets étroitement liés, axés essentiellement sur la planification au niveau local et la mobilisation communautaire, en vue de promouvoir une éducation intégratrice et la participation des collectivités. Bien que ce programme soit national dans sa conception, il sera mis en oeuvre dans un nombre limité de districts, composés au plus de neuf provinces, où les inégalités entre les sexes en matière d'éducation sont les plus marquées.

32. Le projet de développement du jeune enfant et de promotion de la femme a pour but de renforcer les structures de planification et de les rendre plus équitables et participatives de façon à améliorer la sécurité alimentaire, l'accès aux ressources, le développement intégré de l'enfant et l'éducation sanitaire, en particulier pour les femmes et les filles vivant dans les zones rurales et les régions isolées. Il faudra, pour cela, que l'Union des femmes lao, les pouvoirs publics locaux et les comités de développement villageois disposent des compétences nécessaires pour faire des enquêtes sur le terrain et analyser les problèmes propres à chaque sexe afin de mettre au point des plans d'action communautaires basés sur les besoins prioritaires des familles et des membres de la communauté. L'UNICEF appuiera d'autres initiatives au titre de ce projet, comme la création de crèches; l'enseignement non scolaire; le renforcement des capacités des partenaires au sein de l'Union des femmes lao, du Ministère de l'éducation et d'autres départements ministériels; la sensibilisation aux droits des femmes et des filles; et l'acquisition de compétences pratiques par les adolescents.

33. Le projet visant à améliorer la qualité de l'enseignement, en particulier pour les filles, a pour principal objectif d'améliorer les pratiques d'enseignement et d'apprentissage grâce à la formation continue du personnel enseignant, ainsi qu'au renforcement des capacités des partenaires au niveau des provinces et des districts. Ce projet, qui s'adresse en priorité aux filles issues de groupes marginalisés, comme les minorités ethniques et les personnes handicapées, sera mis en oeuvre en coordination avec le projet de développement du jeune enfant et de promotion de la femme et d'autres programmes de l'UNICEF. Il apparaît également essentiel d'établir une relation de partenariat forte avec la communauté des donateurs s'intéressant à l'éducation de base et à l'enseignement secondaire.

34. Le programme **Approvisionnement en eau et assainissement**, qui se compose de trois projets, continuera d'appuyer la stratégie sectorielle pour le Programme national d'approvisionnement en eau et d'hygiène de l'environnement lancée en 1997. Cette stratégie consistera, en fonction des besoins, à favoriser la propriété collective et la décentralisation de la planification et de l'exécution des projets, à améliorer l'accès aux services pour les personnes pauvres vivant en zone rurale et les communautés ethniques minoritaires, et à renforcer la participation du secteur privé aux services d'approvisionnement en eau et d'assainissement. L'Agence suédoise de développement international, l'OMS, le World Bank Water Supply Programme-East Asia and Pacific et la JICA pourraient participer à la mise en oeuvre de ce programme. Les activités seront également coordonnées avec celles de diverses organisations non gouvernementales.

35. Le projet relatif à l'assainissement dans les écoles aidera à mettre en place des installations d'alimentation en eau et d'assainissement et à promouvoir des pratiques hygiéniques, en particulier dans les écoles, à la maison et dans certains établissements publics. Afin d'accroître les taux d'inscription scolaire et de réduire les taux d'abandon scolaire chez les filles, l'accent sera mis sur l'intégration de l'éducation sanitaire dans les programmes de formation des maîtres et d'enseignement primaire ainsi que sur la surveillance de l'état de santé et de la fréquentation scolaire des enfants par l'école et la collectivité. On encouragera les écoliers et les comités de parents d'élèves à prendre en charge le fonctionnement et l'entretien des installations scolaires d'approvisionnement en eau et d'assainissement au moyen d'activités de contrôle et d'auto-évaluation. Le projet relatif à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement a pour objectif d'inscrire ces activités au programme Apprentissage de l'enfant et développement communautaire.

36. L'UNICEF s'emploiera, dans le cadre de son mandat, à promouvoir de meilleures pratiques d'hygiène et la mise en place d'installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les collectivités en encourageant la mobilisation sociale et l'éducation sanitaire en vue de mieux faire connaître les installations de ce type, de créer une demande pour ce genre de services et de revoir les droits payés par les usagers pour les services publics. L'Union des femmes lao et l'Union de la jeunesse lao seront des partenaires de premier plan dans le programme de l'éducation sanitaire, qui mettra l'accent sur le lavage des mains. La participation des collectivités à la sélection des technologies utilisées pour les installations leur permet de posséder et de gérer elles-mêmes ces installations.

37. La consolidation des structures nationales vise à donner au Gouvernement les moyens de promouvoir une gestion autonome et une prise en main du programme. Il s'agira essentiellement d'appuyer la mise en place d'un cadre institutionnalisé pour le contrôle de la qualité de l'eau et de promouvoir l'éducation sanitaire dans les établissements de formation des maîtres.

38. Le programme **Protection de l'enfant** a pour objectif de promouvoir des approches fondées sur le respect des droits énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant, et de sensibiliser le Gouvernement et le grand public aux questions relatives à la protection de l'enfant. Il aura pour cible les enfants de tous âges susceptibles d'être exploités ou de subir des sévices, et veillera à ce que des mesures appropriées soient prises pour résoudre les problèmes au fur et à mesure qu'ils se présenteront. En outre, depuis l'élaboration de la note de pays, il a été décidé de mettre au point une initiative à l'intention des adolescents dans le cadre du projet. Une plus grande participation des jeunes à l'identification des causes sous-jacentes des principaux problèmes que pose la protection de l'enfant et au choix des mesures à prendre pour y remédier dans le cadre du programme permettra d'affiner le programme et d'améliorer ainsi ses chances de succès. La programmation sera menée en étroite coordination avec le fonds Save the Children (Royaume-Uni) en ce qui concerne la justice pour mineurs, les enfants nécessitant une protection particulière et la protection sociale; le service de plaidoyer et de communication de l'UNICEF participera également au processus. L'application de la Convention relative aux droits de l'enfant fera, par ailleurs, l'objet d'un suivi.

39. Le projet relatif à la protection juridique et à la justice encouragera l'élaboration d'un code de justice pour mineurs basé sur les principes suivants : détention dans des locaux séparés et procédures distinctes pour les jeunes, peines non privatives de liberté, médiation et réinsertion. Il aidera également à former des juges, des avocats, des procureurs et des membres de la police, et à recourir à la médiation au lieu de la procédure judiciaire. Les principaux partenaires dans le cadre de ce projet seront le Ministère de la justice aux échelons national et provincial, ainsi que le Ministère public et la police.

40. Le renforcement de la protection des adolescents, grâce notamment à la participation de ceux-ci, permettra d'améliorer les services de prévention, de protection et de réinsertion au niveau communautaire. On encouragera les jeunes à participer à l'identification des risques et à la programmation des mesures à prendre pour les éviter, en mettant l'accent sur les problèmes touchant les adolescents comme le trafic et la consommation de drogues, l'exploitation sexuelle, le VIH/sida, et les mauvais traitements et la violence. Il est important d'établir des partenariats avec l'Union de la jeunesse lao, le Ministère du travail et des affaires sociales et le Ministère de l'éducation pour coordonner les mesures à prendre au titre du programme.

41. Le projet de sensibilisation aux engins non explosés et d'aide aux victimes vise à réduire le nombre d'accidents causés par ces engins chez les enfants et les autres membres des familles qui vivent dans les zones minées et à améliorer les services offerts aux victimes. Des messages concernant ces engins seront incorporés dans les programmes de l'éducation nationale et les enfants seront invités à participer à la conception, la mise au point et la diffusion de supports adaptés. Les activités entreprises dans ce domaine seront coordonnées de manière à atteindre également les jeunes non scolarisés. En outre, les services offerts aux enfants victimes de ces engins recevront un appui. Parmi les principaux partenaires figurent UXO Lao, le Ministère de l'éducation et l'Union de la jeunesse lao.

42. Le projet contribuera à renforcer les systèmes et services de protection sociale grâce à une plus grande sensibilisation aux questions liées à la protection de l'enfant, et permettra ainsi aux collectivités de détecter les premiers signes de négligence et de mauvais traitements et d'encourager les parents à mieux prendre soin des enfants vulnérables. Il contribuera également à renforcer les services sociaux et de consultation. La Commission nationale de la mère et de l'enfant et les commissions de province pour la mère et l'enfant seront les principaux partenaires dans le cadre de ce projet, et elles collaboreront avec le Ministère du travail et de l'action sociale.

43. En application des dispositions des deux conventions susmentionnées, le Gouvernement prend actuellement des mesures pour répondre à divers besoins en matière de protection sociale ainsi qu'à certains besoins des communautés et des familles. Le bien-être des enfants est de plus en plus menacé, notamment par la consommation de drogues et de tabac, les handicaps et le VIH/sida. La coopération entre les différents partenaires devrait permettre d'améliorer les connaissances et les modèles opérationnels concernant la protection des enfants et des femmes, notamment la protection des enfants handicapés, la lutte contre la traite d'enfants et la sensibilisation aux engins non explosés. Le regain d'attention accordé à la question de la protection de l'enfance et l'accroissement régulier des ressources et

du personnel affectés à cette question sont en phase avec les recommandations faites par le Conseil d'administration en janvier 2001.

44. **Sensibilisation et communication.** Ce programme comprend trois projets étroitement liés à la protection des enfants et à d'autres secteurs d'activités de l'UNICEF. Le travail de sensibilisation en faveur des deux Conventions contribue à consolider les fondements de l'action entreprise par l'UNICEF dans tous les secteurs. Des stratégies de mobilisation sociale choisies seront adaptées chaque fois que possible et l'on favorisera la mise en place de capacités chez les partenaires du ré-seau national d'information et de communication. Le principal partenaire est le Ministère de l'information et de la culture, y compris la Télévision nationale lao, la Radio lao et le Théâtre national. Chaque fois que possible, le présent programme renforcera les activités déjà en cours en ayant pour but de faire connaître largement les idéaux et principes des deux Conventions et d'en accroître le rayonnement de façon qu'ils touchent les familles et les collectivités.

45. Au titre de la communication au service des programmes et de la mobilisation sociale, on vise à étendre jusqu'au niveau familial la portée de certaines mesures éprouvées de mobilisation sociale en faveur d'une évolution des comportements. À cet effet, on favorisera le développement des médias et on renforcera les capacités des organisations populaires pour qu'elles puissent faciliter à un plus grand nombre de gens l'accès à l'autonomie fonctionnelle et à des enseignements et à des connaissances théoriques sur la vie et, notamment, à *Savoir pour sauver*. On étudiera comment des programmes d'IEC pourront être mis en place rapidement s'il se présente des menaces telles que des épidémies ayant des conséquences graves pour les enfants.

46. Dans le cadre du programme d'information et de communication visant à faire connaître la mission de l'UNICEF, on se propose de constituer un ensemble de connaissances de base concernant les enfants et d'en financer la diffusion auprès des décideurs, des partenaires pour le développement et du public en général. Parmi les activités envisagées figurera la création d'un site Internet commun à l'UNICEF et au Gouvernement et d'une base de données avec représentation graphique. Le programme comportera également la mise au point, pour d'autres secteurs, de diverses stratégies et de matériel varié de mobilisation des ressources. Les principaux partenaires seront le Ministère de l'information et de la culture, le Ministère de l'éducation, d'autres ministères compétents et des organisations populaires.

47. **Prévention et soins en matière de VIH/sida.** Un programme distinct portant sur le VIH/sida est envisagé, compte tenu de l'ampleur prise par l'épidémie qui exige une action de très grande envergure et des ressources accrues. Il aura deux volets. Le projet de sensibilisation et de préparation à l'autonomie fonctionnelle en matière de VIH/sida consistera essentiellement à consolider et à accroître les moyens dont dispose le pays aux niveaux gouvernemental et local pour sensibiliser le public au VIH/sida, éduquer les jeunes à l'école et hors de l'école en les préparant à l'autonomie fonctionnelle et promouvoir des initiatives d'enseignement entre pairs, telle que « Friends tell Friends » pour les groupes vulnérables. Les partenaires seront l'Union des jeunes lao, l'Union syndicale lao, le Ministère de l'éducation, l'Union des femmes lao, le Ministère de l'information et de la culture, ainsi que des médias. Le projet prévoit également l'élaboration de mesures adéquates d'IEC et l'information par les médias et des moyens d'information traditionnels.



48. Dans le cadre du projet de soins et de soutien en matière de VIH/sida, on se propose d'appliquer à quatre à six provinces supplémentaires l'initiative pilote de prestation de soins et de soutien communautaires aux séropositifs, dont la durée correspond à celle du cycle de programmation. La stratégie de la collaboration avec de nombreux partenaires gouvernementaux, organisations populaires et groupements religieux aux niveaux central et local a fait ses preuves et sera maintenue.

49. Le programme relatif au VIH/sida supposera une étroite coopération avec le Comité national de lutte contre le sida, le Groupe de travail technique des Nations Unies sur le VIH/sida et le Groupe thématique des Nations Unies sur le VIH/sida afin qu'il y ait harmonisation des méthodes adoptées et des messages transmis. On veillera à faire figurer la sensibilisation au VIH/sida et la prévention du sida en bonne place dans les activités actuelles des programmes de l'UNICEF. Ce programme sera financé en grande partie par le projet de lutte contre le VIH/sida dans la sous-région du Mékong et par d'autres sources. Depuis la publication de la note de pays, un crédit de 100 000 dollars sur les ressources générales a été ouvert pour le programme au titre des dépenses de personnel ainsi que des études et de l'évaluation.

50. **Les dépenses intersectorielles** comprennent des dépenses afférentes à des postes, des fournitures diverses, la logistique et certaines activités de communication, de suivi et d'évaluation pour les différents programmes.

## Suivi et évaluation

51. Le suivi des programmes est fondé sur un plan intégré de suivi et d'évaluation établi à partir des indicateurs essentiels des résultats escomptés. Pour chaque programme, les indicateurs sont définis en accord avec les partenaires dès le début de l'exécution des projets. Ils seront revus périodiquement de façon à être adaptés tout au long du cycle du programme de pays. On procèdera avec les institutions de contrepartie à des examens semestriels des projets pour faire le point de leur déroulement et en définir les orientations. L'examen à mi-parcours permettra d'évaluer les résultats de toutes les activités des projets et de les recentrer, si nécessaire, en 2004.

## Collaboration avec les partenaires

52. L'UNICEF a établi des partenariats avec des groupes différents de façon à mettre au service des enfants une grande variété de compétences et de ressources. Ses principaux partenaires gouvernementaux sont les ministères de la santé, de l'éducation, de la justice, du travail et du bien-être social, ainsi que de l'information et de la culture. La coopération se poursuivra également avec des organisations populaires, telles que l'Union des femmes lao, l'Union des jeunes lao, l'Union syndicale lao et le Front lao de la construction nationale, de même qu'avec des institutions comme le Comité du développement rural.

53. La collaboration avec les autres organismes du système des coordonnateurs résidents des Nations Unies sera maintenue, ainsi que les liens avec les partenaires bilatéraux et autres bailleurs de fonds, en particulier l'Agence suédoise d'aide au développement international, le Bureau australien d'aide au développement, l'Office allemand de la coopération technique, l'Agence japonaise de coopération

internationale, la Banque asiatique de développement et la Banque mondiale. Le PNUD, le FNUAP et l'UNICEF ayant pris des mesures pour harmoniser leurs cycles de programmation à compter de janvier 2002, les cycles de programmation du PNUD et du FNUAP ont été prolongés d'un an tandis que le cycle de programmation actuel de l'UNICEF a été écourté d'un an. Cette harmonisation doit permettre de mieux coordonner les activités du système des Nations Unies. Le programme participera à des initiatives régionales, sous-régionales et mondiales, notamment dans le cadre de la prévention et de la lutte contre le sida ainsi que de la lutte contre le trafic des enfants et des femmes et contre la toxicomanie.

### **Gestion des programmes**

54. La responsabilité générale de la planification et de la coordination du programme de coopération est confiée à la Commission nationale de la mère et de l'enfant, du Ministère des affaires étrangères. Cet organisme assure la coordination entre différents ministères d'exécution, les organisations populaires, les organisations non gouvernementales et les organismes des Nations Unies.

55. Le Gouvernement et l'UNICEF procéderont à un examen conjoint de tous les éléments du programme des pays au cours du dernier trimestre de chaque année civile. Compte tenu des résultats de cet examen, des plans d'action relatifs aux projets seront établis pour l'année suivante. D'autres institutions des Nations Unies, des bailleurs d'aide bilatérale, des institutions internationales, des organisations populaires et des organisations non gouvernementales participeront également aux réunions organisées dans ce cadre. L'UNICEF entreprendra des examens périodiques des projets sectoriels avec la Commission nationale de la mère et de l'enfant, les commissions provinciales de la mère et de l'enfant, les commissions de district de la mère et de l'enfant et les ministères sectoriels.

Tableau 1  
Données de base sur les femmes et les enfants

<i>République démocratique populaire lao</i>		<i>(1999 et années précédentes)</i>		<i>Classification par pays de l'UNICEF</i>	
Taux de mortalité (jusqu'à 5 ans)	105	(2000)		Groupe TMM5	
Taux de mortalité infantile	90	(2000)		Groupe TMI	
PNB par habitant (en dollars É.-U.)	290	(1999)		PNB	
Population totale (en millions)	5,3	(1999)			
<b>Indicateurs essentiels de la survie et du développement de l'enfant</b>		1970	1980	1990	2000
Naissances	(milliers)	121	147	179	195
Mortalité infantile (jusqu'à 1 an)	(milliers)	18	20	21	18
Taux de mortalité avant 5 ans	(milliers)	26	29	29	20
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)		218	200	163	105
Taux de mortalité infantile (jusqu'à 1 an) (pour 1 000 naissances vivantes)		145	135	120	90
				<i>Vers 1990</i>	<i>Chiffres plus récents</i>
Enfants présentant une insuffisance pondérale (jusqu'à 5 ans)	Modérée/grave			44	40
(pourcentage, poids par âge, 1993/2000)	Grave			14	13
Nourrissons présentant une insuffisance pondérale (pourcentage, 1990)				18	..
Enfants terminant leurs études primaires (pourcentage, 1991/1997)				48	57
				<i>Vers 1990</i>	<i>Chiffres plus récents</i>
<b>Indicateurs de nutrition</b>					
Taux d'allaitement exclusif (< 4 mois) (pourcentage, 1995/2000)				36	28
Taux d'allaitement complémentaire (6-9 mois) (pourcentage, 2000)				..	10
Taux d'allaitement continu (20-23 mois) (pourcentage, 1995/2000)				31	47
Pourcentage d'émaciation (0-59 mois) (pourcentage 1993/2000)				10	15
Pourcentage de rachitisme (0-59 mois) (pourcentage 1993/2000)				48	41
Enfants recevant des suppléments en vitamine A (6-59 mois) (pourcentage, 1999)				..	39
Ménages consommant du sel iodé (pourcentage, 1998)				..	95
				<i>Vers 1990</i>	<i>Chiffres plus récents</i>
<b>Indicateurs de santé</b>					
Taux d'utilisation des sels de réhydratation buccale (pourcentage, 1995)				..	32
Programme de vaccination systématique financé par le Gouvernement (pourcentage, 1999)				..	0
Accès à l'eau potable (pourcentage de la population, 2000)	Total			..	37
	Milieu urbain/rural			../..	61/29
Utilisation d'installations sanitaires améliorées (pourcentage de la population, 2000)	Total			..	30
	Milieu urbain/rural			../..	67/19
Accouchements avec l'assistance de personnel qualifié (pourcentage, -/2000)				14	21
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes, 1989-91)				650	..

<b>Immunisation</b>		1981	1985	1990	1995	1999
Enfants de 1 an vaccinés contre	Tuberculose	4	8	26	62	63
	Diphtérie/tétanos/ coqueluche	7	4	18	54	56
	Poliomyélite	7	4	26	64	64
	Rougeole	7	6	32	68	71
Femmes enceintes vaccinées contre	Tétanos	2	2	10	40	33
<b>Indicateurs d'éducation</b>		<i>Vers 1990</i>		<i>Chiffres plus récents</i>		
Taux d'inscription, enseignement primaire (brut/net) (pourcentage, 1991/1997, 1991/2000)	Total	96/58		114/69		
	Garçons	106/62		125/71		
	Filles	85/54		103/67		
Taux d'inscription, enseignement secondaire (brut/net) (pourcentage 1991/1996)	Total	22/15		28/22		
	Garçons	27/17		34/25		
	Filles	18/13		23/19		
Taux d'alphabétisation des adultes, 15 ans et plus (pourcentage, 1990/2000)	Total	52		62		
	Hommes/ femmes	65/39		74/50		
Nombre de postes de radio/télévision (pour 1 000 habitants, 1990/1997)		125/5		145/10		
<b>Indicateurs démographiques</b>		1970	1980	1990	1999	2000
Population totale	(milliers)	2 713	3 205	4 132	5 156	5 279
De 0 à 18 ans	(milliers)	1 322	1 553	2 072	2 552	2 601
De 0 à 5 ans	(milliers)	448	532	738	827	836
Populations urbaine (pourcentage du total)		9,6	13,4	18,2	23,6	24,2
Espérance de vie à la naissance (en années)	Total	45	50	53	53	
	Hommes	39	43	48	52	52
	Femmes	42	46	51	54	55
Indice synthétique de fécondité		6,2	6,7	6,1	5,2	5,1
Taux brut de natalité (pour 1 000 habitants)		44	46	43	37	37
Taux brut de mortalité (pour 1 000 habitants)		23	20	17	14	13
		<i>Vers 1990</i>		<i>Chiffres plus récents</i>		
Taux d'utilisation de contraceptifs (pourcentage, 1993)		..		19		
Taux annuel d'accroissement de la population (pourcentage, 1970-90/1990-99)	Total	2,1		2,7		
	Urbaine	5,3		5,4		
<b>Indicateurs économiques</b>		<i>Vers 1990</i>		<i>Chiffres plus récents</i>		
Taux annuel de croissance du PNB par habitant (pourcentage, 1985-95/1990-99)		2,7		3,6		
Taux d'inflation (pourcentage, 1990-98)		..		16		
Population disposant de moins de 1 dollar par jour (pourcentage)		..		..		

Part des revenus des ménages (pourcentage, 1992)	(20 % des plus favorisés/ 40 % des moins favorisés)	../..	40/23
Dépenses publiques (pourcentage des dépenses totales)	Santé/éducation	../..	../..
	Défense	..	..
Dépenses des ménages (pourcentage du revenu total)	Santé/éducation	../..	../..
Aide publique au développement (1990/1998)	En millions de dollars É.-U.	143	281
	En pourcentage du PNB	15	18
Services de la dette (pourcentage des exportations de biens et de services, 1990/1998)		7	5

Tableau 2

**Dépenses de la période de coopération précédente, 1998-2001<sup>a</sup>**

(En milliers de dollars des États-Unis)

*Pays :*

République démocratique populaire lao

*Date de la dernière approbation du Conseil :*

1997

*Ressources ordinaires :*

6 802 000 dollars

Domaine d'activité	Fournitures et matériel (dépenses effectives)			Subventions à la formation (dépenses effectives)			Personnel des projets (dépenses effectives)			Autres dépenses de trésorerie (dépenses effectives)			Total			
													Ressources générales <sup>b</sup>		Autres ressources	
	RG <sup>b</sup>	AR	AR	RG <sup>b</sup>	AR	AR	RG <sup>b</sup>	AR	AR	RG <sup>b</sup>	AR	AR	Dépenses effectives	Dépenses prévues	Dépenses effectives	Dépenses prévues
Santé et nutrition	341	277		30	32		87	125		2 016	607		2 474	3 092	1 041	5 261
Éducation	558	495		7	56		356	330		698	2 125		1 619	2 497	3 006	4 130
Sensibilisation, protection et suivi	24	108		2	4		80	93		323	1 169		429	613	1 374	2 271
Alimentation en eau et assainissement	1 156	(372)		0	13		67	623		143	475		1 366	305	739	4 400
Dépenses intersectorielles	121	0		0	0		25	0		201	49		347	295	49	0
<b>Total</b>	<b>2 200</b>	<b>508</b>		<b>39</b>	<b>105</b>		<b>615</b>	<b>1 171</b>		<b>3 381</b>	<b>4 425</b>		<b>6 235</b>	<b>6 802</b>	<b>6 209</b>	<b>16 062</b>
															<b>12 444</b>	<b>22 864</b>

RG = ressources générales; AR = autres ressources.

<sup>a</sup> Les dépenses effectives correspondent aux dépenses comptabilisées à la clôture le 21 mai 2001.<sup>b</sup> Les dépenses effectives imputées aux ressources générales comprennent les crédits provenant des fonds d'action générale.

Tableau 3

**Dépenses annuelles prévues**

Pays : République démocratique populaire lao  
 Cycle de programmation : 2002-2006

Fonds	2002	2003	2004	2005	2006	Total
Survie, croissance et développement						
RG	538 400	538 400	538 400	538 400	538 400	2 692 000
AR	964 800	1 104 700	1 105 900	1 061 800	1 062 800	5 300 000
<b>Total</b>	<b>1 503 200</b>	<b>1 643 100</b>	<b>1 644 300</b>	<b>1 600 200</b>	<b>1 601 200</b>	<b>7 992 000</b>
Apprendre pour le développement de l'enfant et le développement communautaire						
RG	413 800	413 800	413 800	413 800	413 800	2 069 000
AR	1 150 000	1 486 000	1 699 000	1 718 000	1 447 000	7 500 000
<b>Total</b>	<b>1 563 800</b>	<b>1 899 800</b>	<b>2 112 800</b>	<b>2 131 800</b>	<b>1 860 800</b>	<b>9 569 000</b>
Alimentation en eau et assainissement						
RG	99 000	100 000	100 000	100 000	100 000	499 000
AR	700 000	700 000	700 000	700 000	700 000	3 500 000
<b>Total</b>	<b>799 000</b>	<b>800 000</b>	<b>800 000</b>	<b>800 000</b>	<b>800 000</b>	<b>3 999 000</b>
Protection des enfants						
RG	164 600	164 600	164 600	164 600	164 600	823 000
AR	476 000	476 000	476 000	476 000	476 000	2 380 000
<b>Total</b>	<b>640 600</b>	<b>640 600</b>	<b>640 600</b>	<b>640 600</b>	<b>640 600</b>	<b>3 203 000</b>
Sensibilisation et communication						
RG	134 600	134 600	134 600	134 600	134 600	673 000
AR	64 000	64 000	64 000	64 000	64 000	320 000
<b>Total</b>	<b>198 600</b>	<b>198 600</b>	<b>198 600</b>	<b>198 600</b>	<b>198 600</b>	<b>993 000</b>
Prévention et soins en matière de VIH/sida						
RG	19 200	20 200	20 200	20 200	20 200	100 000
AR	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	2 000 000
<b>Total</b>	<b>419 200</b>	<b>420 200</b>	<b>420 200</b>	<b>420 200</b>	<b>420 200</b>	<b>2 100 000</b>
Dépenses intersectorielles						
RG	152 400	152 400	152 400	152 400	152 400	762 000
AR						
<b>Total</b>	<b>152 400</b>	<b>152 400</b>	<b>152 400</b>	<b>152 400</b>	<b>152 400</b>	<b>762 000</b>

	<i>Fonds</i>	2002	2003	2004	2005	2006	Total
Total, budget-programme							
	RG	1 522 000	1 524 000	1 524 000	1 524 000	1 524 000	7 618 000
	AR	3 754 800	4 230 700	4 444 900	4 419 800	4 149 800	21 000 000
	<b>Total</b>	<b>5 276 800</b>	<b>5 754 700</b>	<b>5 968 900</b>	<b>5 943 800</b>	<b>5 673 800</b>	<b>28 618 000</b>
Dépenses de personnel <sup>a</sup>		698 132	728 188	759 591	790 796	800 347	3 777 054
Frais de fonctionnement		143 267	139 486	143 267	139 486	143 267	708 773
Total, montant estimatif du budget d'appui		841 399	867 674	902 858	930 282	943 614	4 485 827
<b>Total général</b>		<b>6 118 199</b>	<b>6 622 374</b>	<b>6 871 758</b>	<b>6 874 082</b>	<b>6 617 414</b>	<b>33 103 827</b>

RG = ressources générales; AR = autres ressources.

<sup>a</sup> Y compris les consultants et l'assistance temporaire.



Tableau 4

25

Chapitre du programme/ domaine d'activités et source de financement	Budget-programme			Postes <sup>a</sup>									Dépenses de personnel <sup>b</sup>			
	RG	AR	Total	D2/L7	D1/L6	P/L5	P/L4	P/L3	P/L2	AI	AN	GS	Total	AI	Personnel local	Total
Sensibilisation et communication  Prévention et soins en matière de VIH/sida		320 000	320 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		2 000 000	2 000 000	0	0	0	0	1	0	1	2	1	4	673 944	132 337	806 281
Total AR		21 000 000	21 000 000	0	0	0	1	3	1	5	6	8	19	3 010 193	588 623	3 598 816
Total RG + AR		7 618 000	21 000 000	0	0	0	3	3	1	7	18	15	40	4 868 263	1 544 611	6 412 874
Budget d'appui au programme	Frais de fonctionnement Postes		708 773	0	0	1	2	1	0	4	2	10	16	3 210 417	566 637	3 777 054
Total général (RG + AR + budget d'appui)				0	0	1	5	4	1	11	20	25	56	8 078 680	2 111 248	10 189 928
Nombre de postes et dépenses de personnel																
Cycle de programmation en cours				11 16 23 50												
À la fin du programme proposé (à titre indicatif seulement)				11 20 25 56												
				8 078 680 2 111 248 10 189 928												